

DG 3212



Novembre 1983

MESURES DES PRINCIPAUX EFFETS  
DE DIMINUTION DES DEPENSES PUBLIQUES ET  
D'AUGMENTATION DES RECETTES PUBLIQUES

Th.DEBOIS, H.J. BOGAERT et R. TOLLET

**BUREAU DU PLAN**



## I. PRESENTATION DES SIMULATIONS

Cette note décrit les effets différenciés de divers modes de réduction du déficit des finances publiques tels qu'ils ressortent de simulations effectuées à l'aide du modèle MARIBEL du Bureau du Plan (version de juin 1983).

La projection de base est la projection A des projections de printemps 1983 (1).

L'exercice consiste à mesurer les conséquences, d'une part, de la réduction de 8 catégories de dépenses publiques et, d'autre part, celles de l'augmentation de 6 catégories de recettes publiques. Dans chaque cas, il s'agit d'une mesure ponctuelle qui porte sur un montant de 10 milliards de francs, au cours de l'année 1984. Les années suivantes, la réduction ou la hausse introduite en 1984 n'est pas répétée, mais elle n'est pas non plus compensée. Les mécanismes normaux du modèle jouent par rapport au niveau de départ corrigé.

Les 8 catégories de dépenses publiques réduites tour à tour de 10 milliards dans 8 variantes se regroupent comme suit :

- Deux modalités de réduction des rémunérations et pensions versées par le Pouvoir central ont été simulées : la première par le biais d'une réduction du personnel occupé dans la fonction publique, la seconde par le biais d'une baisse de la rémunération moyenne de chaque personne employée par le Pouvoir central.
- Trois cas de baisse des transferts aux ménages ont été retenus : celle des transferts du Pouvoir central aux ménages et celle de deux secteurs de la sécurité sociale, à savoir les allocations de chômage et les allocations familiales.
- La sixième variante de baisse des dépenses est constituée par la diminution des subventions du Pouvoir central aux entreprises.
- Le dernier groupe de baisse de dépenses concerne les achats directement effectués par le Pouvoir central, soit sous la forme d'achats courants de biens et services, soit sous la forme d'investissements publics.

D'autres catégories de dépenses publiques auraient pu faire l'objet de variantes supplémentaires. Mais on n'a retenu que celles pour lesquelles le modèle MARIBEL peut donner des résultats et des enseignements significatifs. Ainsi, par exemple, pour ne pas alourdir inutilement la présente étude, on n'a pas recommencé les variantes

(1) Les projections de printemps 1983 sont longuement décrites dans le document "Projection pluriannuelle de printemps 1983 à horizon 1987". Rappelons que dans la projection A, la formation des salaires est totalement endogène à partir de 1985, après 4 années de contrôle direct (alors que dans la projection B, la croissance du salaire horaire réel est fixée à 5 % par an entre 1985 et 1987).

de baisse de transferts du Pouvoir central aux pouvoirs locaux ou à la sécurité sociale. On sait, en effet, suite notamment à une analyse antérieure (1), que ces mesures ont comme effet de modifier la structure du déficit global des pouvoirs publics entre les sous-secteurs, sans affecter le reste de l'économie. D'autres mesures comme la baisse des transferts au reste du monde ou des octrois de crédit et participation n'ont pas été simulées car leurs effets ne peuvent être appréhendés complètement dans le cadre du modèle utilisé.

Les 6 variantes de hausse de recettes publiques sont constituées de

- deux modalités de hausse des impôts indirects : on a, d'une part, augmenté la T.V.A. sur la consommation privée et, d'autre part, les droits d'accises sur les produits non énergétiques;
- deux modalités de prélèvement sur les revenus des particuliers, sous la forme d'une hausse de l'impôt des personnes physiques et d'une hausse des cotisations personnelles à la sécurité sociale, secteur soins de santé;
- deux modalités de prélèvement sur les entreprises, sous la forme d'une hausse de l'impôt de société, et aussi d'une hausse des cotisations patronales à la sécurité sociale au secteur pensions des salariés dans ce cas-ci.

La liste des 14 variantes est reprise de manière détaillée en annexe 1. Les variantes de dépenses sont notées de D1 à D8, celles de recettes de R1 à R6. Pour l'interprétation des résultats, il ne faut pas perdre de vue, bien sûr, que l'étude a été réalisée avec un modèle macroéconomique et qu'elle ne confère aucun contenu concret aux 14 hypothèses prises en compte. Les conclusions chiffrées ne sont représentatives que dans la mesure où l'on suppose que chaque réduction ou hausse simulée porte sur la moyenne des composantes des catégories de dépenses ou recettes affectées.

La IIème partie de cette note sera consacrée à la présentation et l'analyse des effets multiplicateurs des 14 mesures simulées sur le P.N.B. (en volume, prix et valeur) et à l'examen des résultats majeurs sur les autres principales variables macroéconomiques (P.N.B., emploi, prix, balance des paiements et finances publiques).

La IIIème partie analysera particulièrement les écarts obtenus dans les 14 variantes par rapport à la simulation de base, au niveau des finances publiques.

---

(1) "Mesure des effets différenciés de divers modes de réduction des dépenses publiques". Novembre 1982. Note ThD/RdF/3013/mj/3696 du Bureau du Plan.

Tableau 1 - Effets des mesures sur les principaux indicateurs macroéconomiques

	Projec- tion de base(1)	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	R1	R2	R3	R4	R5	R6
1. PNB à prix de 1975 (écart en milliards de F75)															
1984	2.654,1	-10,0	-1,9	-2,4	-2,4	-2,5	-5,2	-4,5	-4,4	-3,1	-1,5	-2,6	-1,9	+0,1	-3,1
1985	2.739,0	-5,7	-1,3	-1,7	-1,8	-1,9	-9,8	-2,2	-1,9	-2,4	-6,0	-2,1	-1,5	-0,3	-5,0
1987	2.816,0	-4,5	-0,4	-0,7	-1,0	-0,7	-9,5	-0,6	-0,3	-2,4	-6,9	-1,1	-0,6	-0,8	-5,2
2. Prix de la cons. priv. 1975 = 1 (écarts en % par rapport à l'in- dix)															
1984	1.708	-0,07	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04	+0,20	-0,06	-0,06	+0,43	+0,25	-0,04	-0,03	-	+0,05
1985	1.785	-0,10	-0,05	-0,08	-0,08	-0,08	+0,43	-0,12	-0,11	+0,44	+0,54	-0,08	-0,06	-	+0,14
1987	1.990	-0,05	-0,04	-0,07	-0,08	-0,08	+0,53	-0,08	-0,06	+0,41	+0,56	-0,09	-0,05	+0,00	+0,20
3. Chômage (écarts en milliers de pers.)															
1984	649,8	+12,1	+1,3	+1,6	+1,6	+1,6	+3,4	+2,8	+2,9	+2,0	+1,0	+1,7	+1,3	-0,0	+2,0
1985	689,4	+9,9	+1,7	+2,2	+2,2	+2,1	+7,9	+3,0	+3,1	+2,7	+4,3	+2,4	+1,7	+0,2	+4,1
1987	868,1	+7,7	+1,4	+2,0	+2,3	+1,7	+11,4	+1,8	+1,9	+3,1	+8,2	+2,5	+1,3	+0,7	+5,9
4. Exportation nette (écarts en mlds de F)															
1984	42,3	+7,6	+3,8	+4,9	+4,9	+4,9	-0,6	+8,6	+8,9	+1,2	+1,2	+5,3	+3,8	+0,0	-0,9
1985	73,1	+6,2	+5,4	+7,4	+7,5	+7,0	+0,7	+10,5	+10,7	+1,3	+1,6	+8,3	+5,4	+1,2	-1,0
1987	98,2	+4,2	+6,5	+9,9	+11,1	+8,3	-2,6	+11,0	+11,2	+3,7	+0,6	+12,3	+6,3	+3,8	-4,1
5. Besoin net de fi- nancement de l'Etat															
1984	-593,2	+1,2	+4,5	+7,5	+7,4	+8,9	+4,9	+6,1	+5,4	+5,8	+7,6	+8,0	+5,2	+10,0	+8,0
1985	-498,5	+4,4	+5,3	+8,2	+9,4	+9,8	-5,9	+7,6	+7,6	+1,8	-1,4	+9,5	+7,0	+15,5	+1,7
1987	-503,3	+8,2	+6,1	+10,9	+12,4	+13,7	-6,9	+11,9	+11,9	+3,0	-3,2	+13,9	+10,7	+15,4	+2,1

(1) Il s'agit de la projection de printemps 1983 - nom code C83E3 - dans cette colonne figurent des chiffres absolus.

Tableau 2 - Composantes du P.N.B. et valeur ajoutée au coût des facteurs du secteur des entreprises -  
Ecart en milliards de F 1975 par rapport à la projection de base

		Proje- ction de base(1)	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	R1	R2	R3	R4	R5	R6
Consommation privée	1984	1.578,8	- 4,2	- 2,9	- 3,7	- 3,7	- 3,8	- 2,0	- 1,1	- 1,2	- 1,9	- 1,0	- 4,0	- 2,9	+ 0,0	- 0,7
	1985	1.605,3	- 2,6	- 3,1	- 4,3	- 4,4	- 4,4	- 4,8	- 0,6	- 0,7	- 2,7	- 3,7	- 4,9	- 3,4	- 0,2	- 1,7
	1987	1.639,0	- 1,8	- 2,9	- 4,6	- 5,3	- 4,8	- 6,8	+ 0,0	- 0,0	- 3,6	- 6,1	- 5,9	- 3,9	- 0,7	- 2,5
Consommation publique	1984	455,4	- 5,7	-	-	-	-	-	- 5,8	-	-	-	-	-	-	-
	1985	454,8	- 5,7	-	-	-	-	-	- 5,8	-	-	-	-	-	-	-
	1987	454,2	- 5,4	-	-	-	-	-	- 5,8	-	-	-	-	-	-	-
Investissements des entreprises	1984	283,9	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,8	- 0,7	- 0,7	- 0,5	- 0,2	- 0,4	- 0,3	+ 0,0	- 0,5
	1985	311,0	+ 0,1	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 2,3	- 0,3	- 0,3	- 0,5	- 1,2	- 0,3	- 0,2	- 0,5	- 1,0
	1987	325,1	+ 0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	- 1,3	+ 0,0	+ 0,0	- 0,3	- 0,7	- 0,2	+ 0,1	- 0,9	- 0,7
Investissements publics	1984	93,0	-	-	-	-	-	-	-	- 5,8	-	-	-	-	-	-
	1985	93,0	-	-	-	-	-	-	-	- 5,8	-	-	-	-	-	-
	1987	93,0	-	-	-	-	-	-	-	- 5,8	-	-	-	-	-	-
Investissements logement	1984	82,1	- 2,9	- 0,4	- 0,5	- 0,5	- 0,5	- 0,9	- 0,6	- 0,7	- 0,6	- 0,4	- 0,5	- 0,4	+ 0,0	- 0,7
	1985	83,8	- 1,0	- 0,5	- 0,6	- 0,6	- 0,5	- 1,1	- 0,5	- 0,5	+ 0,7	- 0,4	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,7
	1987	92,7	+ 0,3	- 0,4	- 0,6	- 0,7	+ 0,0	+ 0,2	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,2	+ 0,4	- 0,8	+ 0,2	- 0,7	+ 0,3
Variations des stocks	1984	2,1	- 0,6	- 0,4	- 0,5	- 0,5	- 0,5	- 1,0	- 0,8	- 0,9	- 0,6	- 0,3	- 0,5	- 0,4	+ 0,0	- 0,6
	1985	18,7	+ 0,3	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 1,7	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 1,1	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,8
	1987	7,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,0	+ 0,2	+ 0,0	+ 0,2	+ 0,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,0
Exportations biens et ser- vices	1984	1.760,3	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 2,0	+ 0,4	+ 0,4	- 1,1	- 1,9	+ 0,2	+ 0,2	- 0,0	- 1,8
	1985	1.822,8	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,3	- 2,2	+ 0,5	+ 0,4	- 0,9	- 2,5	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,0	- 2,1
	1987	1.964,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 1,9	+ 0,3	+ 0,1	- 0,4	- 2,2	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,0	- 2,3
Importations biens et ser- vices	1984	1.581,5	- 3,8	- 1,8	- 2,4	- 2,3	- 2,4	- 1,5	- 4,1	- 4,4	- 1,5	- 2,4	- 2,5	- 1,8	+ 0,0	- 1,1
	1985	1.623,1	- 2,8	- 2,4	- 3,2	- 3,3	- 3,2	- 2,4	- 4,5	- 4,9	- 1,2	- 2,9	- 3,6	- 2,5	- 0,5	- 1,5
	1987	1.732,8	- 1,5	- 2,4	- 3,8	- 4,2	- 3,4	- 0,3	- 4,1	- 4,5	- 1,6	- 1,9	- 4,7	- 2,7	- 1,3	- 0,4
Solde des fac- teurs versés au R.M.	1984	- 30,4	+ 0,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,0	- 0,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,1	+ 0,0	+ 0,0	- 0,0
	1985	- 28,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,2	+ 0,0	+ 0,2	- 0,1
	1987	- 26,7	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,6	+ 0,2	- 0,2	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,2	+ 0,0	+ 0,7	+ 0,0	+ 0,5	- 0,4
P.N.B.	1984	2.654,0	- 10,0	- 1,9	- 2,4	- 2,4	- 2,5	- 5,2	- 4,5	- 4,4	- 3,1	- 1,5	- 2,6	- 1,9	+ 0,1	- 3,1
	1985	2.738,9	- 5,7	- 1,3	- 1,7	- 1,8	- 1,9	- 9,8	- 2,3	- 1,9	- 2,4	- 6,0	- 2,1	- 1,5	- 0,3	- 5,0
	1987	2.816,0	- 4,5	- 0,4	- 0,7	- 1,0	- 0,7	- 9,5	- 0,6	- 0,3	- 2,4	- 6,9	- 1,1	- 0,6	- 0,8	- 5,1
Valeur ajoutée du secteur des entreprises au c.f.	1984	1.901,6	- 3,0	- 1,8	- 2,2	- 2,2	- 2,3	- 4,7	- 3,8	- 4,1	- 2,8	- 1,4	- 2,4	- 1,7	+ 0,0	- 2,8
	1985	1.972,2	+ 0,7	- 1,3	- 1,8	- 1,8	- 1,7	- 8,7	- 2,0	- 2,0	- 2,2	- 5,3	- 2,1	- 1,3	- 0,4	- 4,3
	1987	2.033,6	+ 1,3	- 0,8	- 1,2	- 1,5	- 0,8	- 8,4	- 0,8	- 0,9	- 2,3	- 6,2	- 1,6	- 0,6	- 1,1	- 4,3

(1) Il s'agit de la projection de printemps 1983 - nom code C83E3.

## II. LES PRINCIPAUX EFFETS MACROECONOMIQUES

Le tableau 1 fournit les résultats différenciés des 14 mesures sur les principaux indicateurs macroéconomiques. Selon les ordres de grandeurs variables et avec des effets variés - qui font l'objet de commentaires spécifiques ci-dessous - on peut distinguer deux grands groupes de mesures en considérant leur résultat en matière de croissance du P.N.B. et de prix, le chômage et l'exportation nette présentant le même profil de résultats :

- d'une part, un groupe de mesures diminue en volume le P.N.B. et exerce un léger effet de ralentissement de la croissance des prix; ce groupe comprend toutes les baisses de dépenses publiques (sauf la diminution des transferts du Pouvoir central aux entreprises) et deux mesures de hausse de recettes publiques (hausse de l'impôt des personnes physiques - R3 - et des cotisations personnelles à la sécurité sociale - R4);
- d'autre part, un autre groupe de mesures diminue en volume le P.N.B. et exerce un effet inflationniste : ce groupe comprend les mesures de hausse des recettes publiques (T.V.A. - R1; accises - R2; cotisations patronales à la sécurité sociale - R6), mais également une mesure de baisse des dépenses publiques (transferts du Pouvoir central aux entreprises - D6).

Une mesure fait exception et ne s'apparente pas aux deux groupes, c'est la hausse de l'impôt des sociétés (R5).

Le tableau 2 détaille les composantes du P.N.B.

Un mécanisme global sous-tend les variantes : à des degrés divers et avec des effets de prix variables, les baisses de dépenses publiques et de hausses de recettes publiques affectent négativement le revenu disponible réel et par là diminuent la consommation privée et les importations. A ce mécanisme général se superpose, selon les incidences sur les coûts salariaux, de légers accroissements d'exportations ou des diminutions de celles-ci; en conséquence, sauf dans deux variantes (D6 et R6), l'exportation nette s'accroît en valeur.

En annexe 2 sont repris en détail les effets sur le revenu disponible et la formation des prix.

Tableau 3 - Multiplicateurs de court terme et de long terme d'une augmentation de dépenses ou de recettes publiques sur le P.N.B. (en volume, prix et valeur)

	Volume		Prix		Valeur	
	1984	1987	1984	1987	1984	1987
D1	1.59	0.73	0.28	0.19	1.87	0.92
D2	0.30	0.06	1.09	0.95	1.40	1.01
D3	0.38	0.11	0.12	0.22	0.5	0.33
D4	0.38	0.15	0.12	0.25	0.5	0.41
D5	0.38	0.15	0.12	0.25	0.5	0.41
D6	0.82	1.51	-0.73	-1.79	0.09	-0.28
D7	0.71	0.09	0.23	0.27	0.95	0.36
D8	0.70	0.04	0.27	0.22	0.97	0.27
R1	-0.49	-0.38	1.56	1.52	1.06	1.14
R2	-0.23	-1.09	1.03	2.46	0.79	1.36
R3	-0.41	-0.17	-0.12	-0.28	-0.54	-0.46
R4	-0.41	-0.09	-0.11	-0.19	-0.41	-0.28
R5	0.01	-0.12	0.0	0.06	0.01	-0.06
R6	-0.49	-0.82	0.38	0.93	-0.11	0.11

En complément aux tableaux 1 et 2, le tableau 3 fournit les multiplicateurs de court terme et de long terme d'une augmentation de 1 milliard de dépenses ou de recettes publiques sur le P.N.B. (valeur, prix, volume).

Le multiplicateur en valeur est obtenu en calculant le rapport entre la variation de la valeur du P.N.B. dans la variante et la projection de référence, et la variation de la dépense publique indexée aux prix du P.N.B. de la projection de référence. Le volume est obtenu en divisant la variation du volume du P.N.B. par la variation de la dépense publique déflaté par l'indice du P.N.B. de 1984. Le multiplicateur de prix est la différence de l'un par l'autre.

Par exemple, dans le tableau 3, l'effet multiplicateur d'une diminution de 1 milliard dû à une diminution de l'emploi public (D1) est une diminution en valeur de 1,87 milliard du P.N.B. de 1984 et de 0,92 milliard du P.N.B. de 1987. Cette diminution de valeur se décompose en une diminution de 1,59 milliard du P.N.B. évalué au prix de la projection de référence, et une diminution de 0,28 milliard due à la diminution du déflateur du P.N.B. par rapport à la projection de référence. En 1987, l'effet sur le P.N.B. est cumulé, c'est-à-dire qu'il s'agit de l'écart

de niveau en 1987. Lorsque le signe du multiplicateur est positif, cela signifie que les variations du P.N.B. sont de même signe que les variations des dépenses ou des recettes. Et inversement, lorsque le signe est négatif.

Du tableau 3, il ressort que les multiplicateurs en volume sont faibles dès la première année :

- le seul multiplicateur supérieur à l'unité à court terme est celui de l'emploi public (D1) parce que celui-ci entre directement en augmentation du P.N.B.; par convention, la valeur ajoutée de l'Etat est égale au volume de rémunérations;
- le multiplicateur de l'impôt des sociétés est nul (R5);
- les multiplicateurs des dépenses de biens et services sont de l'ordre de 0.7 (D7 et D8);
- les multiplicateurs de transferts de revenus sont de l'ordre de 0.4 (D3, D4, D5).

De plus, les multiplicateurs des mesures qui jouent sur les prix et les coûts des biens et services, à savoir : D6, R1, R2 et R6 ont un double effet, car l'augmentation des prix entraîne

- une diminution du revenu disponible réel et par là de la demande;
- une diminution de la compétitivité et de la rentabilité et par là de l'offre à l'exportation et de l'investissement.

On constate qu'à moyen terme, les effets multiplicateurs s'amenuisent très fortement, sauf les variantes D6 (transferts aux entreprises), R2 (accises sur les produits non énergétiques) et R6 (cotisations patronales à la sécurité sociale) (1).

Par contre, en ce qui concerne les effets-prix, les multiplicateurs ont tendance, à moyen terme, à se stabiliser ou à s'amplifier et à diffuser ainsi les effets inflationnistes de la première année.

---

(1) Le détail de ces simulations figure au point III.



### III. EFFETS SUR LES FINANCES PUBLIQUES

Le tableau 4 donne les écarts en chiffres absolus des composantes du solde des finances publiques de l'ensemble des rubriques du compte global de l'Etat pour les années extrêmes, c'est-à-dire 1984 et 1987. Pour ne pas alourdir cette note, les tableaux des comptes des années intermédiaires n'ont pas été repris, ni d'ailleurs le détail par sous-secteur de l'Etat. Il y sera néanmoins fait allusion dans le commentaire lorsque cela s'avèrera utile et nécessaire.

#### 1. Effets à court terme

Les effets à court terme des différentes mesures seront analysés selon leur impact décroissant sur le solde global des finances publiques.

- a) En 1984, la mesure qui améliore le plus le solde des finances publiques de l'ensemble des pouvoirs publics est *la hausse de l'impôt des sociétés* (+ 10 milliards ou 0,23 % du P.N.B.) qui a un coefficient égal à l'unité (simulation R5).

Lorsque l'impôt des sociétés est augmenté de 10 milliards, on retrouve une amélioration de 10 milliards du solde global des finances publiques, car à court terme la hausse de l'impôt des sociétés qui réduit le taux de rentabilité des entreprises, n'affecte pas encore l'investissement privé ni les autres variables macroéconomiques.

- b) Un groupe de 6 simulations réduit le solde global des finances publiques de plus des trois quarts de la mesure initiale. Ce groupe n'est pas homogène et contient, d'une part, des *baisses de transferts aux ménages* et *la hausse de l'impôt des personnes physiques*, et d'autre part, *la hausse des droits d'accises* et *la hausse de cotisations patronales* à la sécurité sociale.

Les quatre premières mesures (D3, D4, D5 et R3) ont les mêmes conséquences sur les grandeurs macroéconomiques et ce à travers le même mécanisme : réduction du revenu disponible, baisse de la consommation privée, du P.N.B., baisse de l'emploi et léger ralentissement de la croissance des prix suite à la moindre pression sur les capacités de production. Il est donc normal que les effets sur le solde global des finances publiques soit du même ordre de grandeur. Bien sûr, les déficits des sous-secteurs de l'Etat sont affectés différemment par les mesures selon qu'il s'agit de transferts ou recettes à charge ou au bénéfice du Pouvoir central (transferts du Pouvoir central, allocations de chômage ou impôt des personnes physiques) ou de la sécurité sociale (allocations familiales). On notera que si cette dernière mesure donne les meilleurs résultats (+ 8,9 milliards), c'est dû à l'amélioration des revenus de propriété et d'entreprise du secteur "allocations familiales", résultat direct de l'augmentation des réserves de ce secteur.

1984	Baisse de dépenses								hausse de recettes						
	P.B.:(*)	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	R1	R2	R3	R4	R5	R6
1. RECETTES COURANTES	-1942.72	-8.67	-6.63	-3.21	-3.31	-2.11	-88	-5.35	-6.11	14.34	12.93	7.23	4.24	10.18	9.74
REV. PROPRIÉTÉ ENTR.	46.67	-1.39	-1.18	-0.09	-0.08	1.11	-1.11	-2.21	-0.22	0.06	0.08	-1.10	-0.14	0.06	0.16
IMPOTS INDIRECTS	535.62	-1.97	-0.82	-1.04	-1.03	-1.10	-1.10	-1.60	-2.19	10.72	10.52	-1.12	-0.81	0.01	-0.03
IMPOTS DIR. S/PART.	658.54	-4.33	-4.05	-1.06	-1.19	-1.13	-0.06	-1.78	-1.85	2.24	1.44	9.54	-4.20	10.04	0.00
IMP. SPEC./SALAIRES	147.60	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
COTISATIONS A LA S.S	550.59	-1.94	-1.55	-1.01	-0.99	-1.02	-0.60	-1.74	-1.83	1.28	0.87	-1.08	9.14	0.01	9.55
TFRS DU R.M.	3.68	-0.01	-0.01	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
2. DEPENSES COURANTES	2305.95	-9.68	-10.73	-10.57	-10.56	-10.87	-6.08	-11.25	-1.25	3.96	4.78	-6.7	-0.81	0.00	1.28
CONS. PUBLIQUE	785.22	-10.04	-10.19	-2.28	-2.27	-2.28	1.59	-11.45	-1.49	3.34	1.97	-3.0	-2.22	0.00	1.50
REMUNER.-REMS.	569.37	-9.90	-10.14	-2.07	-2.07	-2.07	1.15	-10.36	-1.36	2.42	1.43	-2.1	-1.16	0.00	3.6
ACHATS AMORTISS.	215.84	-1.14	-0.05	-0.07	-0.07	-0.07	-0.07	-10.08	-1.08	0.91	0.54	-0.08	-0.06	0.00	1.13
INTERETS DETTE PUBL.	407.41	-1.21	-0.04	-0.23	-0.22	-0.23	-0.55	-6.4	-0.8	3.36	2.16	-0.30	-0.55	0.00	-0.39
TFRS A DIVERS AGTS	1113.22	1.57	-5.0	-10.05	-10.05	-10.05	-7.12	-1.12	-0.8	4.98	2.96	-0.05	-0.04	0.00	1.17
TFRS DE LA S.S.	903.07	1.71	-0.4	-0.01	-0.01	-0.01	-0.01	-0.01	-0.01	4.21	2.44	0.1	0.00	0.00	0.98
AUTRES TFRS MEN.	105.18	-0.07	-0.27	-10.03	-10.03	-10.03	-9.18	-0.06	-0.06	0.38	0.25	-0.03	-0.02	0.00	0.09
TFRS AUX ENTRÉP.	69.80	-0.04	-0.18	-0.02	-0.02	-0.02	-0.02	-0.02	-0.02	0.15	0.17	-0.02	-0.01	0.00	0.06
TFRS R.MONDE	35.15	-0.02	-0.10	-0.01	-0.01	-0.01	0.06	-0.02	-0.02	0.12	0.12	-0.02	-0.01	0.00	0.03
3. EPARGNE COUR. (I-2)	363.13	1.01	4.10	7.35	7.34	8.76	5.19	5.86	-4.86	6.38	8.15	7.90	5.08	9.97	8.46
4. FINANCEMENT FORM. CAP.	28.62	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.01	-0.01	-0.01	0.01	0.03	-0.01	0.00	0.00	0.04
AMORTISSEMENTS	14.75	-0.01	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	0.01	-0.01	-0.01	0.01	0.03	-0.00	-0.00	0.00	0.04
TFRS CAP. RECUS	13.87	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	0.00	0.00	-0.00	-0.00	0.00	-0.00
5. FORMATION DE CAPIT.	250.97	-0.23	-0.34	-1.12	-1.12	-1.12	-1.30	-2.2	-10.22	0.55	0.58	-0.13	-0.09	0.00	0.54
INVEST. (SENS R.E.)	142.89	-0.15	-0.06	-1.08	-1.08	-1.08	-1.11	-1.15	-10.16	0.16	0.31	-0.09	-0.06	0.00	0.44
TFRS CAP. VERSES	45.53	-0.03	-0.11	-0.01	-0.01	-0.01	0.07	-0.03	-0.03	0.15	0.15	-0.01	-0.01	0.00	0.04
OCR. CREDITS (-REMS)	62.53	-0.04	-0.16	-0.01	-0.01	-0.01	-0.10	-0.03	-0.03	0.23	0.23	-0.02	-0.01	0.00	0.05
6. SOLDE OPER. CAP. (4-5)	-222.34	1.21	4.44	7.11	7.11	8.87	4.90	6.06	10.21	-5.54	-7.54	0.12	5.17	-0.00	-4.49
7. SOLDE A FINANCER (3+6)	-585.47	1.22	4.44	7.35	7.35	8.87	4.90	6.06	5.34	5.84	7.60	8.02	5.17	9.97	7.96
8. SOLD. AJUSTE-ACC. DETTE	-593.22	1.23	4.44	7.47	7.47	8.88	4.89	6.06	5.35	5.80	7.58	8.02	5.17	9.97	7.95

1987	Baisse de dépenses								Hausse de recettes						
	P.B. (*)	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	R1	R2	R3	R4	R5	R6
1. RECETTES COURANTES	2576.28	-3.61	-4.89	-2.91	-3.81	-1.58	-6.24	-2.80	-2.47	12.09	12.36	10.82	7.63	15.59	7.22
REV. PROPRIÉTÉ ENTR.	51.95	-0.24	-0.32	-0.18	-0.20	3.86	-0.80	-0.22	-0.22	0.28	0.47	-0.22	2.45	0.00	1.65
IMPOTS INDIRECTS	640.54	-3.51	-4.07	-1.66	-1.89	-1.43	-2.0	-1.40	-1.97	12.82	13.46	-2.09	-1.09	-0.50	0.47
IMPOTS DIR. S/PART.	919.85	-3.52	-4.07	-1.32	-1.78	-1.75	-1.48	-1.22	-1.96	1.12	1.32	13.13	-6.07	-1.50	-0.58
IMPOTS DIR. S/SOC.	251.17	0.99	1.95	1.26	1.26	-0.40	-1.27	1.00	1.49	-1.55	-1.35	1.51	0.45	17.46	-6.70
IMP. SPEC./SALAIRES	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
COTISATIONS A LA S.S	708.19	-0.30	-1.36	-0.99	-1.18	-0.84	-2.78	-0.94	-0.79	-0.02	-0.61	-1.30	11.90	-0.29	12.37
TFRS DU R.M.	4.54	-0.00	-0.01	-0.00	-0.00	-0.00	0.00	-0.00	-0.00	0.01	0.01	-0.00	-0.00	0.00	0.00
2. DEPENSES COURANTES	3808.98	-11.71	-10.57	-13.66	-16.00	-14.16	0.07	-14.50	-2.46	8.54	14.52	-2.86	-2.90	-0.00	0.00
CONS. PUBLIQUE	912.02	-10.89	-10.51	-6.61	-6.89	-5.9	4.86	-12.31	-5.2	3.76	6.00	-0.77	-0.45	0.03	1.81
REMUNER.-REMS.	660.65	-1.11	-1.08	-0.44	-0.50	-0.42	3.52	-1.52	-3.7	0.72	4.35	-0.56	-0.33	0.00	0.50
ACHATS AMORTISS.	251.36	-1.11	-0.08	-0.16	-0.19	-0.16	1.34	-1.78	-1.4	1.03	1.65	-0.21	-0.12	0.00	0.50
INTERETS DETTE PUBL.	1378.54	-1.74	-2.6	-0.96	-1.02	-1.72	-2.17	-1.53	-1.57	-1.36	-0.05	-1.53	-2.05	-0.07	-1.62
TFRS A DIVERS AGTS	1131.92	1.05	-0.09	-0.32	-0.32	-11.72	8.49	-0.50	-0.24	5.14	10.56	-0.56	-0.59	0.22	4.02
TFRS DE LA S.S.	182.47	-0.05	-0.17	-0.07	-0.07	-0.06	-0.49	-0.07	-0.06	0.42	0.68	-0.07	-0.03	0.01	0.25
AUTRES TFRS MEN.	81.23	-0.03	-0.17	-0.04	-0.04	-0.04	-11.33	-0.04	-0.04	0.27	0.44	-0.05	-0.03	0.01	0.16
TFRS AUX ENTRÉP.	40.90	-0.01	-0.08	-0.02	-0.02	-0.02	1.6	-0.02	-0.02	0.14	0.22	-0.02	-0.01	0.00	0.08
3. EPARGNE COUR. (1-2)	-232.69	8.00	5.78	10.75	12.19	13.58	-6.32	11.69	-0.00	3.55	-2.15	13.69	10.54	15.41	3.00
4. FINANCEMENT FORM. CAP.	34.57	-0.00	-0.00	-0.01	-0.01	-0.00	0.00	-0.01	-0.16	0.00	0.04	-0.01	-0.00	0.00	0.07
AMORTISSEMENTS	19.12	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	0.00	-0.01	-0.16	0.00	0.03	0.00	0.00	0.00	0.00
TFRS CAP. RECUS	15.24	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	-0.00	0.00	-0.00	-0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
5. FORMATION DE CAPIT.	295.83	-0.05	-0.04	-0.07	-0.09	-0.07	-0.03	-0.09	-12.05	0.48	1.04	-1.18	-1.0	-0.03	0.96
INVEST. (SENS R.E.)	170.08	-0.05	-0.11	-0.02	-0.03	-0.02	-0.21	-0.03	-0.02	0.05	0.34	-1.0	-0.05	0.01	0.70
TFRS CAP. VERSES	52.98	-0.03	-0.15	-0.03	-0.04	-0.03	-0.29	-0.03	-0.02	0.18	0.29	-0.03	-0.02	0.00	0.11
OCR. CREDITS (-REMS)	72.77	-0.10	-0.30	-0.13	-0.15	-0.13	-0.54	-0.16	11.88	-0.47	0.40	-0.04	-0.02	0.00	0.15
6. SOLDE OPER. CAP. (4-5)	-651.46	8.20	6.09	10.88	12.34	13.71	-6.86	11.85	11.88	3.07	-3.16	13.86	10.64	15.38	2.12
7. SOLDE A FINANCER (3+6)	-494.16	8.20	6.11	10.89	12.35	13.72	-6.90	11.86	11.89	3.03	-3.21	13.87	10.65	15.38	2.10
8. SOLD. AJUSTE-ACC. DETTE	-503.26	8.20	6.11	10.89	12.35	13.72	-6.90	11.86	11.89	3.03	-3.21	13.87	10.65	15.38	2.10

(\*) Projection de base - Projection de printemps 1983, nom code C83E3.

Les hausses des impôts indirects sur les produits autres qu'énergétiques (R2) et la hausse des cotisations patronales (R6) provoquent une hausse des coûts unitaires des entreprises avec pour conséquence une hausse des prix et une détérioration du taux de rentabilité des entreprises. On notera que la hausse des prix est plus prononcée dans le cas de la hausse des droits d'accises en raison du poids plus prononcé de ce type de coût dans la formation des prix (sur base du tableau I-0 de 1975) et parce que la pression à la baisse sur les capacités de production est modérée à court terme dans cette simulation. Mais une différence plus importante existe cependant entre les mécanismes de base qui entrent en jeu dans ces deux simulations. Lorsqu'on augmente les impôts indirects, cela porte sur les produits intérieurs aussi bien que sur les produits importés, tandis qu'une hausse des cotisations patronales n'affecte que les produits intérieurs et donc détériore les prix belges par rapport aux prix à l'importation. Il s'ensuit qu'avec une diminution de la demande finale du même ordre de grandeur dans les deux simulations, la baisse des importations est plus forte dans le cas d'une augmentation des accises avec pour conséquence que la réduction du P.N.B. et les pertes d'emploi sont moins élevées que lors d'une hausse des cotisations patronales.

Ces effets relativement contrastés au niveau des prix (plus élevés dans la variante R2 que dans la variante R6) et des quantités (moins de chômage dans la variante R2 que dans la variante R6) sont à la base des écarts observés au niveau des composantes du solde des finances publiques dans ces deux variantes, qui néanmoins produisent le même effet net global (+ 7,6 milliards à + 8 milliards).

Suite à la hausse des prix, l'augmentation des droits d'accises provoque des recettes additionnelles d'impôt des personnes physiques et de cotisations à la sécurité sociale, mais aussi des dépenses supplémentaires, tandis que l'effet positif sur les finances publiques de la hausse de cotisations patronales n'est partiellement réduit que par des hausses de transferts liées au chômage. Il va de soi que dans le premier cas, c'est le solde des opérations du Pouvoir central qui est positivement affecté, tandis que dans le deuxième cas, c'est le compte de la sécurité sociale qui s'améliore.

- c) Un troisième ensemble de six mesures fort hétérogènes réduit le solde global des finances publiques d'une valeur de 4,5 milliards à 6,1 milliards. Il s'agit de deux mesures qui affectent le revenu des ménages : *hausse des cotisations personnelles à la sécurité sociale et baisse de la rémunération moyenne des fonctionnaires*; de la *hausse de la T.V.A.*, de la *baisse des achats de biens et services et des investissements du Pouvoir central*.

La hausse des cotisations personnelles à la sécurité sociale et la baisse de rémunération-moyenne des fonctionnaires (R4 et D2)

influencent les variables macroéconomiques de la même manière que les autres mesures qui affectent directement le revenu disponible (cfr. D3, D4, D5 et R3) décrites ci-dessus.

Si le niveau d'amélioration du solde des finances publiques est inférieur dans ces deux derniers cas, c'est uniquement parce que le revenu imposable des personnes physiques est directement réduit (effet direct et automatique) de 10 milliards par la baisse de la rémunération moyenne du personnel de la fonction publique ou par la hausse de cotisations personnelles à la sécurité sociale, ce qui entraîne automatiquement une moins-value fiscale à laquelle s'ajoutent les effets induits.

La hausse de la T.V.A. (R1) a des effets de même sens que la hausse des accises sur les produits non énergétiques, mais plus déflatoires car elle se répercute entièrement dans les prix dès la première année, contrairement aux accises qui ne sont prises en compte dans les prix que progressivement.

Aussi, le plus faible effet sur les finances publiques provient-il surtout d'une plus forte hausse des dépenses de consommation publique notamment, et de transferts liés à la hausse des prix et du chômage.

Une baisse des subventions aux entreprises (D6) affecte les prix à la hausse au même titre qu'une hausse des impôts indirects (avec ses propres coefficients ! - tirés du tableau I-0), mais elle détériore les prix relatifs puisque, comme dans le cas d'une hausse des cotisations patronales, elle n'affecte pas le prix des importations. Les effets sur le P.N.B. et la valeur ajoutée des entreprises, de même que les effets sur l'emploi sont les plus mauvais de ceux qui résultent des mesures commentées jusqu'ici. Au niveau des recettes publiques, les deux effets - hausse des prix et baisse des assiettes - se compensent et les recettes restent inchangées, tandis que des dépenses additionnelles dues toujours à la hausse des prix et du chômage annulent pour 40 % la diminution des dépenses initialement introduite.

La baisse des achats de biens et services (D7) et des investissements (D8) directement effectués par les pouvoirs publics provoque une baisse directe de la demande qui s'adresse aux entreprises et une hausse du chômage d'environ 3.000 personnes. Il s'ensuit une baisse des taux d'utilisation de la capacité de production et une légère baisse des prix.

La différence des effets de ces deux simulations sur le solde des finances publiques est marginale (+ 6,1 milliards dans le premier cas et + 5,4 milliards dans le second cas).

- d) La dernière mesure qui a les plus mauvais effets à court terme sur les finances publiques concerne bien sûr la diminution du personnel occupé par les pouvoirs publics (D1). La forte montée du chômage va de pair avec une diminution des revenus, donc de l'as-

siette fiscale et parafiscale. La baisse de la demande entraîne des pertes d'impôts indirects. Les transferts sous forme d'allocations de chômage augmentent. Le seul effet indirect qui a des conséquences positives à court terme pour les finances publiques est la baisse du taux d'intérêt des fonds de l'Etat. Les intérêts de la dette publique se réduisent de 1,2 milliard, ce qui correspond à l'amélioration nette du solde des finances publiques dans cette simulation.

## 2. Effets à moyen terme

A moyen terme, les diverses mesures simulées peuvent facilement être classées en deux groupes : celles dont l'effet obtenu sur les finances publiques en 1984 de la manière décrite ci-dessus va en s'amplifiant et celles, au contraire, dont l'effet s'atténue au fil des années.

Le premier groupe comprend la hausse des impôts directs et des cotisations personnelles à la sécurité sociale et toutes les baisses de dépenses publiques à l'exception des baisses de subventions aux entreprises. Ces dernières en effet font partie du deuxième groupe au même titre que la hausse des impôts indirects et des cotisations patronales à la sécurité sociale. De plus, il apparaît de prime abord que la baisse des subventions aux entreprises et la hausse des droits d'accises sur les produits non énergétiques ont non seulement un effet décroissant dans le temps sur les finances publiques, mais que dès 1985, l'année qui suit l'introduction de la mesure, elles entraînent une détérioration du solde des finances publiques en chiffres absolus par rapport à la simulation de base.

Il est frappant de constater que la classification des mesures en deux groupes selon leur impact croissant ou décroissant sur le solde des finances publiques, va de pair avec une caractéristique commune de chaque sous-ensemble, à savoir leur impact sur les prix. En effet, le premier groupe se caractérise par une légère pression à la baisse sur les prix, qui provient des effets indirects des mesures, à savoir baisse du taux d'utilisation des capacités de production et baisse indirecte des coûts salariaux. Le second groupe réunit, au contraire, des mesures qui toutes provoquent directement (mécaniquement) une hausse des coûts unitaires et donc des prix, encore que cela soit plus ou moins tempéré selon le cas par la baisse des taux d'utilisation des capacités de production.

- a) Dans toutes les simulations qui composent le premier groupe, on peut voir que les pertes de croissance du P.N.B. engendrées en 1983 se résorbent progressivement. En même temps, les effets négatifs des mesures sur l'emploi, qui se prolongent généralement la seconde année à cause des effets de rétention d'emploi sont réduits en 1987. Les prix se maintiennent à un niveau plus bas que dans la projection de base.

Tous les éléments sont donc réunis pour que l'amélioration des finances publiques s'amplifient au fil des ans. Les baisses de dépenses par rapport à la situation de base sont de plus en plus grands, tandis que les pertes de recettes provoquées initialement se résorbent.

La hausse de l'impôt des sociétés a des effets caractéristiques : cette mesure (R6) reste la plus performante pour les finances publiques à moyen terme, car l'impôt concerné est accru de 16,1 milliards dès 1985, cet accroissement étant encore légèrement amplifié par la suite. Cela découle de la modification du taux introduite en 1984 (+ 10 milliards, correspondant grosso modo à une hausse du taux 0,3 %) s'appliquant à des bénéfices bruts des entreprises fortement accrus en 1984 pour les raisons longuement commentées dans le document descriptif de la projection de printemps).

Les effets induits qui pouvaient aller à contresens de cette évolution sont très faibles car la demande et par suite l'emploi et les prix ne sont que très marginalement affectés par cette mesure. On observe dans le tableau 4 une seule modification significative, mais minime : la baisse de l'impôt des personnes physiques de 1 milliard en 1987, suite à la baisse des revenus de propriété et d'entreprise des ménages. Au total donc, le solde de finances publiques de 1987 s'améliore de 15,4 milliards, soit 0,99 % du P.N.B.

Dans le cas des transferts aux ménages (positifs et négatifs : I.P.P. (R3) et cotisations personnelles (R4) et des achats du Pouvoir central (D7), le niveau d'amélioration des finances publiques obtenu après quatre années fluctue entre 11 et 14 milliards (0,19 à 0,25 % du P.N.B.).

On soulignera encore que la diminution de l'emploi public (D1), qui était quasiment sans effet pour les finances publiques à court terme, devient favorable à moyen terme, et cela surtout grâce aux effets induits qui provoquent un redressement de l'emploi du secteur privé.

- b) Dans le deuxième groupe de simulations, la hausse des coûts unitaires introduite par les diverses mesures se répercute progressivement dans les prix, sauf, rappelons-le, dans le cas d'une hausse de T.V.A. où cette répercussion est totale dès la 1ère année.

Dans cette dernière hypothèse, la hausse des prix engendrée la première année reste stable les années suivantes, tandis que dans les autres hypothèses elle s'accroît au fil des ans pour atteindre au maximum un demi-pourcent en 1987 dans la simulation de baisse des subventions aux entreprises et de hausse des accises sur les produits non énergétiques. Dans ces deux simulations, la baisse du P.N.B. et les pertes d'emploi sont aussi particulièrement élevées (P.N.B. de - 9,5 milliards et - 6,9 milliards en 1987; + 11.400 et + 8.200 chômeurs en 1987). L'évolution est de même sens, mais moins accentuée dans le cas de hausse de cotisation patronale. Cela explique déjà la diminution des effets positifs engendrés en 1984 sur les finances publiques.

Mais un autre élément - plus direct - provoque une baisse du rendement de ces mesures sur les finances publiques à partir de 1985 : il s'agit de leur effet sur l'impôt des sociétés. En effet, tant la baisse des subventions que la hausse des cotisations patronales ou des impôts indirects diminuent le niveau des bénéfices bruts des entreprises en 1984. Or, l'impôt des sociétés représente 50 % des bénéfices bruts de l'année précédente. Dès 1985 donc, des moins-values se produisent au niveau de ce type de recettes publiques (- 4,8 et 5,7 pour le cas des baisses de subventions et de hausses de cotisations patronales, et - 3,5 environ dans le cas des hausses des impôts indirects).

En 1987, la mesure qui s'avère la moins mauvaise parmi celles de ce deuxième groupe pour les finances publiques - parce que moins mauvaise sur la croissance et l'emploi - est la hausse de la T.V.A. Cela vient de ce qu'elle n'affecte pas les prix à l'exportation et donc engendre moins de pertes d'exportation que les autres simulations.

ANNEXE 1LISTE DES 15 SIMULATIONS ANALYSEES

- A. Simulations de baisse de dépenses publiques de 10 milliards environ en 1984
- D1 Réduction des rémunérations payées par le Pouvoir central, par le biais d'une diminution des effectifs statutaires de l'administration de 12.500 personnes
  - D2 Réduction des rémunérations payées par le Pouvoir central par le biais d'une baisse de la rémunération moyenne des agents de l'Etat d'environ 1,8 % en 1984
  - D3 Réduction des transferts du Pouvoir central aux ménages
  - D4 Réduction des allocations de chômage payées par la sécurité sociale
  - D5 Réduction des allocations familiales payées par la sécurité sociale
  - D6 Réduction des subventions du Pouvoir central aux entreprises
  - D7 Réduction des achats de biens et services du Pouvoir central
  - D8 Réduction des investissements publics du Pouvoir central
- B. Simulations de hausse des recettes publiques de 10 milliards environ en 1984
- R1 Hausse des recettes de T.V.A. par le biais d'une hausse du taux de T.V.A. implicite sur la consommation privée de 3,9 %
  - R2 Hausse des droits d'accises sur les produits non énergétiques
  - R3 Hausse de l'impôt direct sur les personnes physiques
  - R4 Hausse des cotisations personnelles à la sécurité sociale, secteur soins de santé des salariés
  - R5 Hausse de l'impôt direct des sociétés
  - R6 Hausse des cotisations patronales à la sécurité sociale, secteur pensions des salariés



	Projec- tion de base(1)	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	R1	R2	R3	R4	R5	R6
Revenu disponible réel (prix 1975 en mlds)	1984 1.824,2	-3,6	-5,1	-6,5	-6,6	-6,7	-2,6	-1,2	-1,2	-2,8	-1,5	-7,0	-5,1	0,00	-0,6
	1985 1.875,3	-2,2	-4,7	-6,4	-6,2	-6,4	-6,2	-0,2	-0,2	-3,8	-5,3	-7,2	-5,1	-0,30	-1,9
	1987 1.928,0	-2,1	-3,5	-7,0	-5,9	-6,3	-8,3	0,00	0,00	-4,8	-7,7	-7,8	-5,2	-1,0	-2,9
Indice de coût unitaire de la cons.priée (écarts en %)	1984 1.691	-0,05	-0,01	-0,03	-0,03	-0,03	+0,86	-0,07	-0,05	+0,16	+0,90	0,04	0,03	0,0	+0,32
	1985 1.802	-0,04	-0,02	-0,04	-0,04	-0,04	+0,86	-0,07	-0,05	+0,10	+0,94	-0,05	-0,03	0,0	+0,34
	1987 2.046	-0,01	-0,00	-0,02	-0,03	-0,03	+0,76	-0,03	-0,01	+0,02	-0,85	-0,04	-0,02	0,0	+0,33
Taux d'utilisation de la capacité de production (écarts en%)	1984 0.794	-0,21	-0,08	-0,10	-0,10	-0,10	-0,22	-0,18	-0,19	-0,13	-0,06	-0,11	-0,08	0,00	-0,13
	1985 0.801	-0,02	-0,05	-0,07	-0,07	-0,07	-0,34	-0,07	-0,07	-0,08	-0,23	-0,08	-0,05	0,00	-0,17
	1987 0.784	-0,02	-0,02	-0,03	-0,05	-0,03	-0,26	-0,02	-0,02	-0,07	-0,23	-0,05	-0,02	0,01	-0,13
Prix de la cons. privée (écarts en %)	1984 1.709	-0,07	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04	+0,20	-0,06	-0,06	+0,43	+0,25	-0,04	-0,03	0,00	+0,06
	1985 1.785	-0,10	-0,05	-0,08	-0,08	-0,09	+0,43	-0,12	-0,11	+0,44	+0,54	-0,08	-0,06	0,00	+0,14
	1987 1.990	-0,05	-0,04	-0,07	-0,08	-0,07	+0,53	-0,08	-0,06	+0,41	+0,66	-0,09	-0,05	0,00	+0,20
Prix du P.N.B. (écarts en %)	1984 1.592	-0,07	-0,26	-0,03	-0,03	-0,03	+0,18	-0,06	-0,06	+0,37	+0,25	-0,03	-0,03	+0,0	+0,09
	1985 1.663	-0,10	-0,26	-0,06	-0,07	-0,07	+0,35	-0,11	-0,11	+0,37	+0,49	-0,07	-0,05	+0,0	+0,16
	1987 1.853	-0,05	-0,22	-0,05	-0,06	-0,05	+0,41	-0,06	-0,05	+0,34	+0,55	-0,06	-0,04	+0,01	+0,21
Déflateur de la V.A. du secteur des entreprises	1984 1.528	-0,06	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,14	-0,04	-0,03	+0,06	-0,05	-0,02	-0,01	+0,00	+0,09
	1985 1.597	-0,09	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04	+0,04	-0,09	-0,07	+0,07	+0,18	-0,05	-0,03	+0,01	+0,16
	1987 1.780	-0,05	-0,01	-0,02	-0,03	-0,03	+0,10	-0,04	-0,02	+0,05	+0,28	-0,03	-0,02	+0,02	+0,20
Taux d'intérêt (fonds d'Etat) écart en niveau	1984 10.333	-0,054	+0,010	+0,001	+0,001	-0,029	-0,018	-0,020	-0,022	-0,013	0,00	-0,001	-0,31	-0,022	+0,026
	1985 9.841	-0,052	+0,022	+0,008	+0,009	-0,053	-0,061	-0,019	-0,021	-0,017	-0,031	+0,004	-0,058	-0,061	+0,059
	1987 9.136	-0,022	+0,042	+0,024	+0,023	-0,088	-0,083	0,000	-0,004	-0,013	-0,057	+0,018	-0,100	-0,111	+0,105

(1) Il s'agit de la projection de printemps 1983 - nom code C83E3

